Son Excellence Léon M’ba, Président de la République gabonaise

**«Pour que la marche vers l’Unité africaine soit celle de tous ensemble »**

Je voudrais, tout d’abord, remercier du fond de mon cœur Sa Majesté l’empereur Haïlé Sélassié 1er et le peuple éthiopien pour l’accueil qui nous a été réservé et qui a rendu tangible la fraternité des nations africaines, et exprimer à tous les membres de la conférence les félicitations les plus chaleureuses de la République gabonaise, avec son optimisme le plus sincère quant au succès de la conférence.

 Pour la première fois, tous les Etats indépendants d’Afrique se trouvent ici réunis, et je pense pour ma part qu’il était juste que ce fût précisément à Addis-Abéba, capitale du vieil Empire éthiopien, que l’on, cherche à construire une Afrique unie et fraternelle.

 Le discours que Sa Majesté l’empereur a prononcé à l’ouverture de nos travaux traduit l’unanimité profonde des nations africaines et précise les buts auxquels nous aspirons tous. Il s’agit là, pour la première fois, d’une tentative de dresser les grandes lignes d’une coopération effective entre tous les Etats africains et, en un mot, de la construction d’une Afrique unie.

 Certes, si nous sommes tous d’accord sur les buts, nous pouvons avoir des points de vue différents sur les moyens à utiliser pour y parvenir. Comme l’a dit Sa Majesté Impériale : «*Si nous attendons d’arriver d’abord à un accord sur ces points, et sur d’autres questions similaires, plusieurs générations se passeront avant d’avoir beaucoup progressé, alors que le débat continuera à faire rage*. »

 Messieurs les chefs d’Etat et de gouvernement, Messieurs les délégués,

Deux buts fondamentaux nous sont fixés :

1. Accélérer la libération totale du continent africain ;
2. Procéder à la construction de l’Unité africaine.

J’aborderai successivement ces deux points :

 Nous sommes tous d’accord, en Afrique, sur le fait que la situation présente appelle une attitude révolutionnaire en ce qui concerne notamment la libération de nos frères opprimés en Angola, au Mozambique, à São Tomé et Principe, au Rio Mouni dit Guinée espagnole, en Guinée portugaise et ceux asservis en Afrique du Sud de la façon la plus honteuse.

 L’Afrique est aux africains, et Madagascar aux malgaches pour la direction des affaires de leur pays.

 C’est l’occasion pour moi de dire ici, à nouveau, ce que nous avons rappelé à Ouagadougou, «*les colonies sont faites pour être perdues, elles naissent avec la croix de la mort au front* ».

 Les peuples d’Afrique opprimés trouvent toujours auprès du Gabon, comme ils l’ont trouvé auprès de tous vos pays, appui et soutien, tant moral que matériel, et le peuple gabonais réservera à leurs ressortissants asile et protection, comme il le fait déjà pour certains d’entre eux.

 Qui d’entre nous, Africains, ici présents dans cette salle, n’a pas souffert d’humiliation, de servitude, soit moralement, soit physiquement, à cause de l’état d’infériorité dans lequel l’Afrique a été tenue très longtemps par le colonialisme ? L’Afrique a donné le sang des meilleurs de ses enfants pendant la période de la traite des Noirs et celle du régime colonial. L’Empire d’Ethiopie a subi autrefois l’invasion la plus cruelle; et pourtant, aujourd’hui, ainsi que le rappelait Sa Majesté l’empereur Haïlé Sélassié : «*Nous devons vivre en paix avec nos anciens colonisateurs. Soyons exempts de récrimination et d’amertume. Renonçons à la futilité de la vengeance et des représailles*. »

 Depuis que le destin du Gabon a été placé entre les mains du peuple gabonais lui-même, nous avons tout mis en œuvre pour éviter la haine et les complexes paralysants, pour transcender le passé et préparer dignement notre place dans une communauté de peuples divers, mais solidaires et frères.

 Les morts nous contemplent et vont être témoins de notre unité qui fera notre force.

 Révolutionnaire, l’Afrique doit donc l’être pour réaliser sa libération totale. Mais, en revanche, le problème se pose aujourd’hui de savoir si l’Unité africaine se construira dans la patience et dans l’effort continu, ou plutôt par une mutation soudaine.

 Nous inclinons à penser, avec Sa Majesté Impériale, que «*l’union que nous cherchons à réaliser ne peut qu’arriver graduellement* » et notre sentiment rencontre le sien lorsqu’il déclare «*qu’une période de transition est inévitable* », que «*des relations et des arrangements anciens peuvent encore continuer pendant un certain temps. Des organisations régionales peuvent remplir des fonctions et des besoins qui ne pourraient l’être autrement*.»

 C’est dans cet esprit, Messieurs les chefs d’Etat et de gouvernement, Messieurs les délégués, que nous devons aborder l’étude d’une charte au niveau du continent africain, afin que chacun de nous retrouve, en même temps que sa personnalité, le besoin de coopération qui nous anime tous, c’est-à-dire harmoniser nos positions politiques, accorder nos actions économiques, sociales, culturelles, et trouver les moyens d’assurer l’intégrité de l’ensemble de nos Etats.

 De ces options fondamentales doivent, à notre avis, découler les modalités de réalisation des divers projets qui nous ont été présentés et visant à l’Unité africaine en matière économique, culturelle et de défense notamment.

 Je désirerais insister singulièrement sur l’importance de la coopération économique comme approche de l’Unité africaine.

 En l’occurrence, le réalisme et l’efficience doivent prévaloir sur la passion et la précipitation.

 Messieurs les chefs d’Etat et de gouvernement,

 Il ne sert à rien de nier que nous sommes placés, pour certains d’entre nous, dans des situations concrètes très différentes et que nous sommes inclus dans des systèmes économiques et monétaires qui n’ont pas, pour l’heure, de point de jonction réel. Ces faits entrent dans l’appréhension objective de l’évolution que nous voulons imprimer aux rapports économiques interafricains.

 Tout un système d’échanges hérité de la colonisation reste à repenser. Nous n’estimons pas que le libre-échangisme intégral soit le postulat que les Africains doivent adopter au stade actuel de leur développement. Bien souvent, d’ailleurs, des théoriciens du libre-échangisme sont des protectionnistes forcenés.

 A notre sens, la solution actuelle demeure dans la mise en place, au niveau du continent africain, d’une Communauté économique au sein de laquelle les échanges seront organisés de telle façon que chaque Etat trouve une équitable contrepartie des avantages consentis à l’ensemble. D’autre part, cette communauté économique ne doit pas éluder le principe de la protection des industries africaines vis-à-vis des produits d’industries similaires en provenance de l’extérieur du continent.

 Pour toutes ces raisons, je crois que nous aurions intérêt à ne pas trop insister, dans l’état actuel des choses, sur la création d’une zone de libre-échange qui peut être une arme à double tranchant, susceptible d’entraver le développement harmonieux de nos économies, voire de nous placer dans un contexte «*économique tout à fait artificiel*».

 Ceci étant, Messieurs les chefs d’Etat et de gouvernement, Messieurs les délégués, le Gabon vient à cette conférence avec la volonté de n’entraver aucune initiative, bien au contraire, d’essayer à chaque fois d’en pénétrer le contenu afin d’apporter à tout moment une contribution positive, pour que la marche vers l’Unité africaine soit celle de tous ensemble, recherchant à chaque rencontre ce qui unit et rapproche, plutôt que ce qui divise.

 VIVE LA CONFERENCE PANAFRICAINE D’ADDIS-ABEBA

 VIVE L’UNITE AFRICAINE